

Pour les Juifs canadiens, la réputation et l'influence du Canada prennent une importance encore plus grande lorsqu'il s'agit d'Israël et de la paix au Moyen-Orient. Le Canada a toujours appuyé la légitimité internationale de l'État d'Israël, et il a contribué à la campagne qui conduisit, l'automne dernier, à l'échec de l'odieuse résolution des Nations Unies assimilant le sionisme au racisme.

Moins visible, mais non moins important, a été notre appui à Israël lorsque nous avons encouragé d'autres pays, comme le Nigeria, l'Inde et le Vietnam, à nouer des relations diplomatiques avec Israël.

Un autre événement tout aussi important, mais qui a moins retenu l'attention, est l'accord trilatéral signé en octobre 1989, en vertu duquel le Canada supporte la moitié du coût de la formation de participants de pays en développement qui viennent en Israël pour apprendre les techniques modernes de l'agriculture et du développement rural. Toutes ces mesures favorisent la légitimité et la confiance.

Ce sont précisément les objectifs des négociations sur la paix au Moyen-Orient : les négociations bilatérales, qui ont commencé à Madrid en octobre dernier, et les négociations multilatérales, qui ont débuté à Moscou en janvier et qui portent sur le contrôle des armements, l'eau, le développement économique et les réfugiés.

Le Canada est heureux de présider le Groupe de travail sur les réfugiés, qui a tenu sa première réunion à Ottawa la semaine dernière. Nous regrettons évidemment que trois grands participants aux négociations bilatérales, soit la Syrie, le Liban et Israël, aient choisi de ne pas se présenter à cette première rencontre. Des progrès ont tout de même été accomplis.

Le rôle que le Canada a accepté d'exercer est le plus délicat des négociations multilatérales. Il convient de souligner que ce sont les deux promoteurs des pourparlers de paix, savoir les États-Unis et la Russie, qui ont demandé expressément au Canada d'assumer cette délicate responsabilité.

La Russie, et par la suite tous les participants aux négociations bilatérales, ont assuré le Canada de leur soutien dans l'exercice de cette responsabilité. C'est une assurance que m'a d'ailleurs donnée personnellement le ministre israélien des Affaires étrangères, M. David Levy.

J'ai accepté ce rôle pour le Canada parce que je crois que nous pouvons légitimement contribuer au processus de paix. Tout au long de son histoire, notre pays a acquis, sur la scène mondiale, une réputation et un savoir-faire d'«honnête intermédiaire»,